

Cercle Royal Gaulois - Groupe « Ville et société » - Déjeuner débat du 25 février 2004

L'IMAGE INTERNATIONALE DE BRUXELLES - Débat introduit par le Baron Patrick Nothomb, Ambassadeur honoraire, Commissaire Général Europalia Italie 2003.

Introduction

L'image internationale de Bruxelles ne semble pas une préoccupation prioritaire des responsables politiques bruxellois, à en juger par le Plan communal de développement de Bruxelles. Les fonctions internationales y viennent en septième position et l'accueil des européens n'y est pas mentionné. Par ailleurs l'image internationale de Bruxelles est marquée par des appréciations diverses. Ainsi en novembre 2003 un reportage de l'hebdomadaire allemand Focus (800.000 exemplaires) présentait de multiples témoignages, notamment de parlementaires européens, décrivant Bruxelles comme une ville infestée par des bandes de maghrébins et des gangs d'Europe de l'Est.

Le Baron Patrick Nothomb a pu observer, et aussi promouvoir, l'image de la Belgique et de sa capitale auprès de nations aussi différentes que la Chine, l'Italie, le Japon ou la Thaïlande. Il a en outre rencontré au cours de ces derniers mois un grand nombre de personnalité italiennes chargées des relations internationales de leur pays et a pu apprécier leurs vues sur l'intérêt d'investir culturellement à Bruxelles. Le défi d'une promotion de l'image internationale de Bruxelles, notamment dans la perspective du cinquantième anniversaire de sa fonction de siège d'institutions européennes, est à situer dans le contexte belge centrifuge, où chaque entité fédérée est amenée à renforcer sa propre image plutôt que celle de la capitale.

Exposé

L'orateur commença par rappeler son expérience des grandes expositions internationales. Il constata que celles-ci ont généralement un agenda caché, qui ne se réalise pas nécessairement. Bruxelles 58 se voulait une vitrine de colonisation réussie mais contribua au mouvement d'indépendance des congolais, Montréal 67 se voulait la démonstration de l'unité canadienne mais permit au Général de Gaulle d'y prononcer son « Québec libre » et Osaka 70 se voulait la célébration de la réconciliation nippo-américaine mais fut marquée par de violentes manifestations anti-américaines. La ville que l'on a appelé « la plus grande ville de province du monde » connut pendant la période de l'exposition la plus grande concentration policière de son histoire.

Ceci étant l'Expo 58 fut le point de départ d'une visibilité internationale croissante de Bruxelles, celle-ci devant cependant se contenter durant 30 ans d'un statut de siège provisoire d'institutions européennes (jusqu'à l'accord de 92, sous Mitterand). Sa position se confirma grâce à une flexibilité jamais démentie. L'absence de blocage des loyers s'y traduisait par une abondance d'offre de logements en contraste avec la crise du logement dans les autres capitales. Les bureaux y poussaient partout. Elle put accueillir l'OTAN au pied levé. Son prestige en tant que siège d'institutions européennes y attira un nombre considérable de sièges européens d'entreprises non européennes, japonaises notamment, Honda étant la première d'entre elles. La présence d'une école japonaise contribua à renforcer la présence japonaise. Même la Hollande du sud se mit à utiliser la proximité de Bruxelles comme argument pour attirer les investisseurs.

Beaucoup plus récemment Bruxelles devint un lieu d'investissement culturel, par le biais d'initiatives privées, et à financement majoritairement privé, telles Europalia. Cette manifestation bisannuelle, d'abord centrée sur les pays membres, s'ouvrit bientôt avec succès aux pays non membres et à des pays non européens. Europalia Italie 2003 fut un succès de foule, en particulier les expositions « Pompéi », « Vénus » et « Ferrare », mais aussi un succès financier, assurant ainsi le maintien de l'institution, qui risquait de disparaître. En outre la décision de l'Italie de combiner son investissement dans sa présidence européenne de 2003 et son investissement dans Europalia 2003 a créé un précédent intéressant à suivre, au moment où se négocie la prochaine édition.

Il semble que les bruxellois ne brillent pas par la chaleur de leur accueil, mais à New York par exemple c'est d'une franche hostilité qu'il faudrait parler. Il reste que l'attitude excessivement critique de la presse belge peut poser un problème d'image (gonflement hors de proportion du problème de la dioxine par exemple). S'y ajoute l'absence d'une politique de relations publiques en faveur de la capitale. L'orateur estime qu'un atout à exploiter pour le maintien du siège de la Commission et d'une partie du Parlement à Bruxelles malgré le déplacement vers l'Est du centre de gravité de l'Europe est qu'un déplacement des fonctions de siège vers une ville de l'Est européen affecterait non seulement Bruxelles mais aussi Strasbourg et Luxembourg, ce qui fait beaucoup de monde.

Débat

La question de la sécurité à Bruxelles fut abordée.

L'orateur constata simplement que dans toutes les grandes villes la sécurité est devenu un enjeu politique majeur. Tokyo est une des exceptions. La sécurité publique y résulte d'une collaboration entre le crime organisé et les autorités publiques pour enrayer le crime non organisé, c'est à dire celui qui touche le plus directement les citoyens.

Le rôle de Bruxelles en tant que lieu international d'accueil de cultures nationales fut débattu.

Faute de pouvoir être une capitale culturelle nationale, cette matière étant communautarisée, Bruxelles pourrait-elle devenir une capitale culturelle européenne ? Cette notion devrait d'ailleurs englober l'éducation. Au niveau bruxellois le Palais des Beaux-Arts joue dès à présent un rôle culturel international proactif, de même que le TRM. Il reste beaucoup à faire pour impliquer dans le rôle culturel international de Bruxelles, d'une part les entités fédérées, centrées sur elles-mêmes, et d'autre part la population bruxelloise. Celle-ci est cependant elle-même des plus internationale. L'apport financier des institutions européennes à Europalia 2003 est un fait nouveau et intéressant.

L'éventualité d'un district européen fut soulevée.

L'orateur et les participants au débat estiment que l'exemple de Washington, dont les habitants sont privés de représentation, sinon d'impôts, n'est pas de nature à encourager les bruxellois dans cette voie. En outre le rôle européen de Bruxelles ne peut être séparé de son rôle international, notamment son rôle de siège de l'OTAN et, plus récemment, de centre onusien pour l'Europe. Il n'en reste pas moins que l'implication des étrangers, européens ou non, dans la gestion de la ville reste à réaliser (leur frustration se manifeste notamment dans la presse bruxelloise de langue anglaise).

Enfin l'expérience internationale de l'orateur fut sollicitée sur des questions non directement liées au thème du jour. Ainsi la Chine et le « capitalisme sans démocratie » chinois furent estimés fragiles, l'oligarchie au pouvoir en Chine étant à tout moment susceptible d'une rupture interne, comme on l'a vu en 1965, ce qui provoqua la révolution culturelle. D'autre part les disparités croissantes des revenus et l'absence de représentation démocratique pourraient entraîner à un moment inattendu des mouvements sociaux de masse non maîtrisables.

Pierre Laconte